



**PUBLIE LE 30 DEC. 2025**

**ACTION EN JUSTICE  
ASSOCIATION PAZ (PROJET ANIMAUX ZOOPOLIS) C/ VILLE DE ROUEN  
ESTER EN JUSTICE  
AUTORISATION  
Réf. 2025 / 138**

**NOUS, MAIRE DE ROUEN,**

**VU :**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,

**CONSIDERANT :**

- Que l'Association PAZ (Projet Animaux Zoopolis) demande le 7 février 2025 à la Ville de Rouen la communication des documents administratifs relatifs aux animaux présents au Jardin des Plantes de Rouen.
- Que l'Association PAZ informe la Ville de Rouen, en raison de son silence, le 25 mars 2025 de sa saisine formulée le 11 mars 2025 auprès de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) de communication des documents administratifs relatifs aux animaux présents au Jardin des Plantes de Rouen.
- Que la CADA émet un avis favorable à la communication des documents sollicités par cette dernière.
- Que, par une requête enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 5 octobre 2025 sous le numéro 2504692, l'Association PAZ, en raison du silence de la Ville de Rouen, formule un recours contre la décision implicite de refus de la commune de Rouen de communiquer l'ensemble des documents administratifs relatifs aux animaux présents au Jardin des Plantes de Rouen.
- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

**DECIDONS CE QUI SUIVIT :**

Article 1<sup>er</sup>. - Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.